

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION . . . . .	1
<b>TITRE I<sup>ER</sup>. CONSIDÉRATIONS PRÉLIMINAIRES : UN ARBRE DE RÉSOLUTION DES LITIGES A QUATRE BRANCHES. . .</b>	<b>3</b>
<b>TITRE II. OBJECTION POUR SIMILITUDE DE CHAÎNE PROPICE À CONFUSION (STRING CONFUSION OBJECTION). . .</b>	<b>7</b>
CHAPITRE 1 <sup>ER</sup> . LA QUALITÉ D’OBJECTEUR . . . . .	9
Section 1 <sup>re</sup> . L’opérateur d’une extension préexistante . . . . .	10
Section 2. Le candidat à une nouvelle extension concurrente . . . . .	11
CHAPITRE 2. LES CONDITIONS DE FOND D’UNE OBJECTION POUR SIMILITUDE DE CHAÎNE PROPICE À CONFUSION ( <i>STRING CONFUSION OBJECTION</i> ) . . . . .	13
Section 1 <sup>re</sup> . La similarité entre les chaînes . . . . .	14
§ 1 <sup>er</sup> . La similarité visuelle . . . . .	14
§ 2. La similarité phonétique . . . . .	18
§ 3. La similarité sémantique . . . . .	20
Section 2. Le caractère probable de la confusion . . . . .	24
CHAPITRE 3. LES QUESTIONS PROCÉDURALES . . . . .	35
<b>TITRE III. OBJECTION POUR VIOLATION DES DROITS D’AUTRUI (LEGAL RIGHTS OBJECTION) . . . . .</b>	<b>41</b>
CHAPITRE 1 <sup>ER</sup> . LA QUALITÉ D’OBJECTEUR . . . . .	43
Section 1 <sup>re</sup> . L’organisation intergouvernementale . . . . .	43
Section 2. Le titulaire de droits au sens large . . . . .	44
CHAPITRE 2. LES CONDITIONS DE FOND D’UNE OBJECTION POUR VIOLATION DES DROITS D’AUTRUI ( <i>LEGAL RIGHTS OBJECTION</i> ) . . . . .	51
Section 1 <sup>re</sup> . Les principes et modalités de décision . . . . .	51
Section 2. Les trois critères alternatifs . . . . .	55
§ 1 <sup>er</sup> . L’avantage indu . . . . .	55
Wolters Kluwer – Le contentieux des nouveaux noms de domaine (new gTLDs)	V

## TABLE DES MATIÈRES

§ 2. L'atteinte injustifiée au caractère distinctif .....	57
§ 3. Le risque de confusion inacceptable .....	58
Section 3. Les huit facteurs d'évaluation .....	59
§ 1 <sup>er</sup> . L'identité ou la similarité entre les signes .....	59
§ 2. Les droits invoqués par l'objecteur ont été acquis et utilisés de bonne foi .....	61
§ 3. Le degré de reconnaissance par le public de l'objecteur comme titulaire du signe litigieux .....	63
§ 4. La connaissance par le candidat des droits de l'objecteur	66
§ 5. L'usage du signe litigieux par le candidat dans le cadre d'une commercialisation de bonne foi de produits ou services .....	68
§ 6. Les droits du candidat sur le signe litigieux .....	70
§ 7. Le degré de reconnaissance par le public du candidat comme titulaire de droits sur le signe litigieux ainsi que la cohérence et la bonne foi de l'usage de la nouvelle extension .....	72
§ 8. Le risque de confusion que pourrait créer l'usage de l'extension par le candidat avec les droits de l'objecteur .....	73
Section 4. Les facteurs d'évaluation spécifiques aux organisations intergouvernementales .....	75
CHAPITRE 3. LES QUESTIONS PROCÉDURALES .....	77
<b>TITRE IV. OBJECTION RELEVANT DE L'INTÉRÊT PUBLIC LIMITÉ (LIMITED PUBLIC INTEREST OBJECTION) .....</b>	<b>81</b>
CHAPITRE 1 <sup>ER</sup> . LA QUALITÉ D'OBJECTEUR .....	83
CHAPITRE 2. LES CONDITIONS DE FOND D'UNE OBJECTION RELEVANT DE L'INTÉRÊT PUBLIC LIMITÉ (LIMITED PUBLIC INTEREST OBJECTION) .....	85
Section 1 <sup>re</sup> . Les trois premiers motifs d'objection .....	86
Section 2. La non-conformité par rapport à des principes spécifiques du droit international .....	86
CHAPITRE 3. LES QUESTIONS PROCÉDURALES .....	89
Section 1 <sup>re</sup> . La procédure de vérification rapide des objections ( <i>Quick         Look Assessment</i> ) .....	89
Section 2. Les autres questions procédurales évoquées par la jurisprudence	90

<b>TITRE V. OBJECTION DE LA COMMUNAUTÉ (COMMUNITY OBJECTION)</b> .....	93
<b>CHAPITRE 1<sup>ER</sup>. LA QUALITÉ D’OBJECTEUR</b> .....	95
Section 1 <sup>re</sup> . L’objecteur est une institution établie .....	95
§ 1 <sup>er</sup> . Le niveau de reconnaissance de l’institution .....	96
§ 2. La durée d’existence de l’institution .....	98
§ 3. Les preuves historiques publiques de l’existence de l’institution .....	98
§ 4. Les autres éléments retenus par la jurisprudence .....	100
Section 2. L’objecteur a des relations continues avec une communauté clairement délimitée .....	101
§ 1 <sup>er</sup> . Les mécanismes de participation à la décision .....	102
§ 2. La finalité institutionnelle au bénéfice de la communauté .....	103
§ 3. Les activités régulières au bénéfice de la communauté .....	104
§ 4. Les conditions formelles délimitant la communauté .....	105
§ 5. Les autres éléments retenus par la jurisprudence .....	106
Section 3. La situation particulière de l’Objecteur indépendant .....	109
<b>CHAPITRE 2. LES CONDITIONS DE FOND D’UNE OBJECTION DE COMMUNAUTÉ (COMMUNITY OBJECTION)</b> .....	113
Section 1 <sup>re</sup> . Une communauté clairement délimitée ( <i>community test</i> ) .....	113
§ 1 <sup>er</sup> . Le niveau de reconnaissance par le public .....	115
§ 2. L’existence de conditions formelles définissant les limites de la communauté .....	116
§ 3. La durée d’existence de la communauté .....	120
§ 4. La répartition de la communauté sur le plan géographique .....	120
§ 5. Le nombre de personnes ou entités appartenant à la communauté .....	121
§ 6. Les autres éléments retenus par la jurisprudence .....	122
Section 2. Une opposition substantielle au sein de la communauté ( <i>substantial opposition test</i> ) .....	123
§ 1 <sup>er</sup> . Le nombre d’oppositions manifestées au regard de l’importance de la communauté .....	124
§ 2. La représentativité des opposants par rapport à la communauté .....	127
§ 3. La crédibilité des opposants .....	128
§ 4. La répartition des sources d’opposition des points de vue géographique ou sectoriel .....	129
§ 5. La politique de la communauté en vue de la défense de ses intérêts .....	129
§ 6. Les coûts supportés par l’objecteur pour manifester son opposition à la candidature .....	130
§ 7. Les autres éléments retenus par la jurisprudence .....	131
 Wolters Kluwer – Le contentieux des nouveaux noms de domaine (new gTLDs)	 VII

## TABLE DES MATIÈRES

Section 3. Une association forte entre la communauté et l'extension proposée par le candidat ( <i>targeting test</i> ) . . . . .	131
§ 1 <sup>er</sup> . Le contenu de la candidature . . . . .	131
§ 2. Les autres déclarations publiques du candidat . . . . .	133
§ 3. La perception par le public . . . . .	133
§ 4. Les autres éléments retenus par la jurisprudence . . . . .	136
Section 4. Un risque de préjudice matériel aux droits ou intérêts d'une partie significative de la communauté visée par l'extension proposée par le candidat ( <i>detriment test</i> ). . . . .	136
§ 1 <sup>er</sup> . Le possible dommage à la réputation de la communauté. . .	137
§ 2. L'exploitation de l'extension par le candidat ne va pas être guidée par les intérêts de la communauté . . . . .	139
§ 3. L'interférence sur les activités de base de la communauté. . .	141
§ 4. L'importance du DNS pour les activités fondamentales de la communauté . . . . .	145
§ 5. Le degré de certitude de survenance d'un dommage à la communauté . . . . .	147
§ 6. Les autres éléments retenus par la jurisprudence . . . . .	148
CHAPITRE 3. LES QUESTIONS PROCÉDURALES. . . . .	151
<b>TITRE VI. LA RÉOLUTION DES CONFLITS DE CHÂÎNES . . . . .</b>	<b>155</b>
CONCLUSION . . . . .	157
DETAILED TABLE OF CONTENT . . . . .	159
TABLE DES MATIÈRES . . . . .	V